

UNE RESTRUCTURATION QUI AVANCE MASQUEE OU UNE FIN EN CATIMINI ?

Alors que le président de la République annonce une prochaine LPM à 413 milliards d'Euros sur 7 ans (tandis qu'il ne trouve pas 12 milliards pour les retraites), plusieurs documents en notre possession font état d'un projet de transformation en profondeur du Service d'Infrastructure de la Défense. Tout cela sans la moindre concertation ni même information vers les organisations syndicales.

Ci-dessous un florilège des réjouissances que nous réserve le ministère selon trois scénarii sur lesquels les services du SGA et de l'EMA travaillent :

■ **Scénario 1 :**

- 4 000 agents impactés
- Recrutement d'agents de niveau 1
- Suppressions massives de postes de niveau 2 et 3
- Suppression des USID et antennes locales
- Externalisation massive de missions, notamment des régies (1 500 ETP concernés)

■ **Scénario 2 :**

- Environ 2 000 agents impactés
- Recrutement d'agents de niveau 1
- Suppressions de postes de niveau 2 et 3
- **Suppression et/ou redécoupage de certaines USID et antennes locales**
- Externalisation de mission, notamment des régies (1 500 ETP concernés)



■ Scénario 3 :

- Plus de 2 000 agents impactés
- Recrutement d'agents de niveau 1
- Suppressions de postes de niveau 2 et 3
- Création d'un Etablissement Public (EP) ou transfert vers un EP existant pour « Hors Noyau Dur » + suppressions d'échelons locaux
- Externalisation de missions, notamment des régies (1 500 ETP concernés)

Comme on peut le voir, tous les scénarii prévoient des suppressions importantes de postes et l'abandon de pans entiers des missions et le recours accru à l'externalisation.

La différence réside dans l'avenir des USID et antennes locales avec en tout état de cause un recentrage massif sur la maîtrise d'ouvrage, sachant que le fameux « noyau dur » concerne 600 emprises sur 4 300.

Visiblement, il existe des nostalgiques de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) au ministère des Armées. Pour **FO**, cette casse annoncée du SID est inacceptable, tant sur le fond que sur la forme.

On comprend mieux pourquoi le DCSID « attend d'avoir des éléments concrets » avant de répondre favorablement à notre demande de bilatérale.

Encore une fois, la préparation de la LPM sert de prétexte aux ultra-libéraux de tous poils qui sévissent encore au MINARM pour assouvir leur besoin de se débarrasser de nos missions pour les confier à leurs amis du secteur privé toujours plus avides de profits. Le Partenariat Public-Privé (PPP) à Balard et les milliards que cela coûte ne les a visiblement pas rassasiés.

Encore une fois, tout ceci se fait dans le dos des organisations syndicales, c'est pourquoi **FO** intervient ce jour auprès du Secrétaire Général pour l'Administration (SGA) et du ministre des Armées.

Paris, le 24 janvier 2023

